

## **NAISSANCE, DÉVELOPPEMENT ET ÉTAT PRÉSENT DU CATHOLICISME SOCIAL**

COURS DE M. GEORGES HOURDIN *Directeur de la Vie Catholique* Illustrée.

Le terme de « catholicisme social » a suscité de vives controverses, et il est certain qu'il demande dès l'abord à être expliqué. Il faut bien reconnaître d'ailleurs qu'il n'est pas excellent. Pour quiconque a pris nettement conscience de la grandeur, de la richesse, de la plénitude du réalisme catholique, il paraît inutile d'ajouter, quand on parle de notre religion, un qualificatif quelconque. Le catholicisme se suffit à soi-même. Toute qualification, loin de préciser les images qui naissent à l'énoncé de ce mot magnifique, les atténue et les fausse. En parlant de catholicisme social, on peut faire croire qu'il y a un catholicisme qui n'est pas social. On peut faire croire aussi, et il y a là une autre équivoque possible, que le catholicisme n'a été social qu'à partir du moment où ce terme a paru dans l'histoire, vers 1871. Or nous savons bien que l'engagement chrétien a toujours, et dès l'origine, comporté de terribles exigences sur le plan social. S'il était nécessaire d'en apporter une preuve presque simpliste, il suffirait de citer des textes de saint Paul ou de saint Thomas d'Aquin pour montrer comment, devant des civilisations très différentes, l'Eglise a toujours tiré les conséquences sociales du dépôt doctrinal dont elle avait la charge, que se soit pour condamner l'esclavage ou pour définir le droit de propriété. Comme l'a très bien dit le Cardinal Manning : « on est catholique social dans la mesure où l'on est catholique doctrinal ».

Ceci nous permet de repousser tout de suite deux attitudes. Il y a d'abord l'attitude des chrétiens qui veulent prendre une assurance contre la révolution. Ceux-ci acceptent de faire certaines concessions à la justice sociale pour apaiser les esprits et pour éviter d'être submergés par la vague énorme et grondante des revendications populaires. Ce sont les habiles et les politiques. D'autres, plus sincères et plus idéalistes, ne songent pas à céder sur le secondaire pour conserver l'essentiel de l'ordre social existant. Ils sont audacieux. Ils font de la surenchère. Ils ne songent qu'à l'Eglise et à l'apostolat. Ils ont peur de voir le rayonnement catholique diminuer dans le monde. Ils veulent se maintenir à tout prix dans le courant. Influencés par la réussite des idées nouvelles, ils jugent du développement de l'histoire sur ce qu'ils voient et non point sur le dessein de Dieu à travers les siècles. Ils pensent que l'Eglise est perdue si elle ne marche pas du même pas que les autres et dans la même direction. Ils deviennent plus sociaux que chrétiens. Ils oublient le péché originel.

L'attitude correcte des catholiques en face du problème social est autre. Elle consiste à mieux connaître la doctrine de l'Eglise, à prendre une plus fine, une plus exigeante conscience de l'engagement chrétien et à en tirer, en pleine indépendance à l'égard des autres doctrines, mais en fonction d'une civilisation donnée, toutes les conséquences pratiques, si pénibles soient elles. C'est cette attitude qu'adoptèrent, au dix-neuvième siècle, en face du monde moderne et de l'existence du prolétariat, les hommes qu'on a coutume d'appeler les catholiques sociaux et dont il nous faut maintenant rappeler l'histoire.

A vrai dire, il ne nous sera pas possible en une heure de rendre à tous l'hommage qu'ils méritent. Nous n'avons pas cru devoir nous borner à parler de l'école catholique sociale au sens étroit du terme. Celle-ci, avec Albert de Mun, La Tour du Pin, Harmel et Lorin, accomplit correctement sa tâche entre 1871 et 1914. Elle vit son œuvre doctrinale confirmée en 1891 par l'encyclique sur la condition des ouvriers. Elle n'aurait sans doute pas réussi, si d'autres écoles, en France et à l'étranger, ne lui avaient préparé les voies. Elle provoqua à son tour d'autres recherches, qui, pour n'être pas toutes dans la même ligne immédiate, relèvent pourtant de la doctrine sociale catholique, quand elles sont faites de bonne foi par des chrétiens possédant la droiture, le jugement et l'amour. De ce grand courant d'idées, qui

remonte à plus d'un siècle et qui reste plus vivant que jamais, nous essaierons de retracer les étapes principales. Mais, pour en finir avec les définitions, nous rappellerons celle que donnait Eugène Duthoit à Metz en 1919 dans une Semaine sociale assez semblable à celle-ci :

«A quoi tend, se demandait-il, ce mouvement dont l'ampleur et la continuité ne peuvent s'expliquer que par l'activité vitale et la catholicité de l'Eglise elle-même ?»

Et il répondait : « A diriger toutes les initiatives privées, à orienter les lois, les institutions, les mœurs, les revendications civiques vers une réforme fondamentale de la société moderne d'après les principes chrétiens ».

On ne saurait mieux dire. Il importe toutefois de préciser que, dans l'application pratique de ces principes, une grande liberté de choix est laissée par l'Eglise à chacun.

### **1. - La première prise de conscience**

A quelle époque, les catholiques prirent-ils conscience de la nécessité en face de laquelle ils se trouvaient d'agir collectivement pour réformer la société moderne, telle qu'elle se dessinait au seuil du dix-neuvième siècle ? Vers 1825. Si l'on veut bien songer aux contingences historiques, nous dirons que leurs premières prises de conscience, pour incertaines qu'elles furent quant au remède, se révélèrent très rapides. Vraiment, nous pouvons affirmer, après avoir étudié les textes et longuement réfléchi, que les catholiques firent alors figure de précurseurs dans la société française. Devant la misère imméritée des ouvriers, les conditions de vie épouvantables faites aux premières générations prolétariennes, les salaires de 2 francs. par jour, alors que le pain coûtait 0 fr. 40 le kilo, les journées de travail de 14 ou 16 heures, les entassements humains monstrueux dans des taudis infects, le travail épuisant et forcé des tout jeunes, enfants et des femmes, les catholiques ont été parmi les premiers, sinon les premiers, à enquêter, à s'indigner, à élever la voix, à dénoncer. Sachons ne pas l'oublier et, nous qui partageons leur espérance, ne leur refusons pas cette justice que des écrivains incroyants savent leur rendre. M. Jean Montreuil, dans son Histoire du mouvement ouvrier en France, écrit ceci, qui dit l'essentiel :

« Rendons cette justice aux philanthropes chrétiens. Ils ont dénoncé, sous la Restauration et sous la Monarchie de Juillet, inlassablement ce fléau des sociétés industrielles : le paupérisme. Gérando publie, en 1824 : « Le Visiteur du pauvre », en 1839 « De la Bienfaisance publique », Bigot de Morogne, en 1832 « De la misère des ouvriers », en 1834 « Du Paupérisme », Villeneuve-Bargemont, Préfet du Nord, en 1834 « L'Economie politique chrétienne ».

Nous pourrions ajouter d'autres noms et d'autres titres, comme « L'essai historique et moral sur la pauvreté des nations », que publia en 1825 le docteur Fodéré, et le livre des « Affligés », qui parut en 1828, ou encore la fameuse enquête de Villermé.

M. Montreuil conclut : « Les philanthropes chrétiens ont dénoncé le mal, ils n'ont pas pu indiquer une solution suffisante », ce qui est partiellement vrai.

### **Difficultés et mérites des chrétiens au XIX. siècle.**

Ils ont dénoncé le mal ! C'est déjà admirable, si l'on tient compte des circonstances. Pendant la première Restauration, les traits de la société nouvelle ne sont pas partout visibles. La France de 1820 est, certes, virtuellement très différente de la France de 1715. La Révolution a brisé les cadres de l'ancien régime et permis le premier essor de la démocratie. Les découvertes techniques et l'individualisme juridique ont donné naissance à l'industrie. Mais il semble qu'avec Louis XVIII et surtout Charles X, l'ancien régime soit susceptible de revivre. Les structures économiques et sociales ne sont pas encore partout profondément modifiées. La France reste pour les trois quarts un pays rural. Les grandes industries sont

relativement peu nombreuses. Beaucoup d'entre elles, qui se sont développées sous la pression du blocus continental, semblent ne pas avoir d'avenir. Les crises économiques et les disettes fréquentes viennent briser tous les quatre ou cinq ans l'enrichissement du pays. Les chemins de fer n'ont pas encore fait leur apparition. Il faut avoir de bons yeux et un cœur vraiment généreux pour apercevoir la misère ouvrière, qui naît dans certaines régions en même temps que l'industrie, et qui marque de plaques lépreuses le corps de la France.

Un observateur, aussi génialement lucide que Balzac, écrivant entre 1830 et 1850 ses grands romans, d'après les observations qu'il a faites entre 1820 et 1830, ne parle pas du problème ouvrier. Il n'a vu que l'ascension puissante de la petite bourgeoisie. Les héros nouveaux qu'il introduit avec une maîtrise magnifique et définitive dans notre littérature s'appellent : Birotteau, Grandet, Goriot, Rouget, Sauviat. Ce sont de petits commerçants, des spéculateurs, des paysans qui, profitant de la liberté des échanges, limitant leurs besoins comme le nombre de leurs enfants, calculant sur tout, travaillant sans relâche, accumulent lentement cet argent qui permet de devenir un maître dans la société nouvelle. Il n'a pas vu les ouvriers parce que ceux-ci ne tenaient pas alors dans la société la place que nous imaginons qu'il savaient.

Et puis, il faut bien le dire, l'Eglise de France se trouvait en face de problèmes intérieurs graves. Cela l'empêchait de s'attacher tout de suite à une reconquête. Elle sortait brisée de la tempête révolutionnaire. Il lui fallait d'abord refaire ses forces et retrouver des cadres. Il aurait fallu en France, en 1820, 50.000 prêtres. Il n'y en avait que 23.000 en fonction. La plupart d'entre eux étaient vieux, car le recrutement sacerdotal avait presque été arrêté entre 1789 et 1814. Le clergé avait adopté des attitudes différentes devant ces grands événements que furent la Constitution civile du clergé et le Concordat. Il restait, des épreuves auxquelles l'Eglise avait été soumise, un certain nombre de prêtres hors cadre ou défrôqués, dont certains occupaient encore les plus hauts postes de l'Etat. Les ordres religieux avaient été chassés. On peut dire que, sous la Restauration, les cadres de l'Eglise étaient vieillis, squelettiques et divisés. Quant aux fidèles, ils étaient peu croyants.

Les aristocrates restaient catholiques par tradition, mais ils avaient honte d'afficher leur foi. Les bourgeois, qui étaient la force neuve du pays, étaient voltairiens. Les masses paysannes et ouvrières avaient été abandonnées à elles-mêmes. Elles n'avaient pas le droit de participer à la vie publique. On peut dire, avec Pierre de la Gorce, que pour les classes dirigeantes : « Le grand laboratoire où les intelligences s'approvisionnaient, c'était toujours le dix-huitième siècle ».

La politique religieuse de la Restauration, dont on a tant médité, car elle fut maladroite, consista essentiellement à refaire les cadres de l'Eglise. Politique à l'usage interne, qui ne permettait pas aux chrétiens de réfléchir avec fruit sur la société nouvelle.

Honneur, donc, soit rendu aux chrétiens modestes dont nous citons les noms tout à l'heure et qui, malgré les difficultés certaines et une incompréhension presque générale, eurent le courage de dénoncer les premiers la misère prolétarienne. Ils ne trouvèrent pas de solution convenable ? Sans doute. Mais qui donc, à cette époque, en proposa qui fut valable ? Le parti libéral était satisfait de l'état de choses existant. Les socialistes commençaient à peine à balbutier des solutions dont la plupart étaient chimériques. Et pourtant les catholiques, eux aussi, au même moment, se mettaient en marche, à la recherche des remèdes indispensables. Si leur marche va paraître plus lente que celle des socialistes, c'est parce qu'ils portent, ayons le courage de le dire, le poids terrible de la Révélation. Ils savent ce qui est dans l'homme. Ils connaissent sa misère comme sa grandeur. Ils comprennent la nécessité et le sens spirituel de la souffrance. Ils ne peuvent honnêtement promettre le paradis sur terre.

### **Les deux courants, traditionaliste et libéral.**

Deux courants vont se dessiner, dès la Restauration, parmi les catholiques. Le courant traditionaliste ou contre-révolutionnaire avec de Bonald ; le courant libéral avec le Lamennais, de la deuxième époque. Les traditionalistes sont tournés vers le passé, mais il serait injuste de prétendre qu'ils n'ont rien apporté. Leurs travaux aideront à dénoncer l'individualisme triomphant, à faire comprendre que la société est organique, et que les groupements intermédiaires y tiennent une place essentielle. Mais ils iront beaucoup trop loin dans leur négation des droits de l'individu et dans leur sociologisme.

Dans Lamennais, l'Eglise de France aurait pu trouver un animateur fécond, mais Lamennais n'était pas stable, et ce fut, il y a cent ans, le drame du catholicisme français. Châteaubriand avait été superficiel. De Maistre était agressif et de Bonald obscur. Lamennais aurait pu être le restaurateur intellectuel de la religion. Sa nature inquiète et ombrageuse ne le rendit pas apte à tenir un rôle dont il possédait pourtant les dons. Là où il fallait persuader, il troubla. Alors qu'il suffisait d'échauffer, il porta l'incendie.

Après avoir un stage dans l'école traditionaliste, après avoir lancé le grand coup de clairon de « l'Essai sur l'indifférence », Lamennais se rallia, en 1830, à la cause de la liberté et prophétisa le monde moderne.

Il eut le grand mérite d'attirer alors à lui et de marquer des hommes : Lacordaire, Montalembert, de Coux, Mgr Gerbet, qui devaient jouer un rôle important et perpétuer, après la désertion monnaisienne, une grande tradition de liberté. Il est difficile de résumer en quelques lignes les positions de ces catholiques libéraux en face du problème social.

Ils ont pensé qu'il était nécessaire, pour résoudre le problème social, de restaurer d'abord la religion. Ils réclamèrent pour elle le plein usage des libertés. Qu'ils aient compris le drame social dans lequel s'engageait leur époque, c'est certain. Avant Marx, un économiste, comme de Coux, dénoncera la plus-value : « Pendant que je m'efforçais, écrira-t-il, de découvrir les causes de la détresse qui désole les pays où domine l'industrialisme, un fait, volontairement méconnu de tous les économistes, me parut en contenir le premier et le dernier mot : la main-d'œuvre du pauvre est sa denrée, la seule qu'il ait à vendre et, prises dans l'abstrait, les conditions qui règlent la valeur de toute denrée sont applicables à celle-là ».

Lacordaire et Montalembert demanderont le repos hebdomadaire. Ils interviendront pour faire limiter le travail des enfants. Ils obtiendront le vote de la loi sur la liberté de l'enseignement. Surtout, ils rendront aux catholiques, par une série de gestes éclatants, confiance en eux-mêmes et dans leur possibilités d'action sur la société nouvelle. Le procès de Montalembert devant la Chambre des Pairs, l'apparition de Lacordaire en robe blanche, dans la chaire de Notre-Dame, ont constitué l'heureuses images qui, en frappant l'imagination, ont rendu au catholicisme sa place. En se rapprochant du peuple, les catholiques libéraux avaient, d'ailleurs, pris conscience de ses besoins. Lorsque la Révolution de 1848 éclatera, le catholicisme sera respecté. L'anti-cléricalisme que la politique religieuse de la Restauration avait fait naître, sera atténué et le clergé, au milieu de l'enthousiasme général, ira bénir solennellement les arbres de la liberté. Mgr de Bonald, archevêque de Lyon, écrira au même moment, avec un optimisme joyeux : « Le drapeau de la République sera toujours, pour la religion, un drapeau protecteur ».

### **Ozanam.**

Ici, nous retrouvons Ozanam, qui joue un rôle essentiel dans les origines du catholicisme social. Sa sainteté, sa personnalité, sa générosité, son audace, le désignent à notre attention. Il fait, chez nous, le lien entre les catholiques libéraux qui l'accueillent à son

arrivée à Paris, et Albert de Mun, à qui il délèguera, par delà la tombe, M. Maignen, membre de la Société des Frères de Saint Vincent de Paul.

Dans l'histoire du catholicisme social, ce n'est pas une des choses les moins consolantes que cette chaîne continue de vocations qui s'engendrent l'une l'autre, et qui font que, de Lacordaire à cette Semaine sociale de Paris, l'inextinguible flambeau de la justice ne s'éteint pas.

Ozanam n'est pas seulement l'apôtre de la charité privée, l'étudiant qui, avec d'autres étudiants, va fonder les Conférences Saint Vincent de Paul. Il n'aurait pas été ce qu'il fut, si, tourmenté comme il l'était pour l'amour des pauvres, il n'avait pas cherché à apporter une solution collective à la misère ouvrière. Son cours de droit commercial professé à Lyon, son action à l'Ere nouvelle, entre 1848 et 1850, lui permit de préciser certaines de ses idées. Il dénonça avec une grande force, la richesse des bien-pensants. Il eut du courage à le faire, car il écrivit ses meilleurs articles au lendemain des événements de Juin : « Gens de bien, qui thésaurisez, écriera-t-il, Celui qui nous a appris à demander le pain de chaque jour, ne nous a jamais conseillé de nous assurer dix ans de luxe ! »

Mais, surtout, il avait compris la grandeur du travail humain qui ne peut pas être considéré comme une marchandise quelconque. C'est lui qui a, le premier et le plus nettement, affirmé qu'il existe entre la société et les travailleurs une réciprocité de services, une sorte de contrat sacré. Lorsque les conditions du travail n'élèvent pas le niveau de vie des travailleurs, lorsque le salaire n'est pas suffisant et librement accepté, l'ordre est violé, le contrat est rompu. Avec lui, nous découvrons l'idée de salaire vital.

## **II. - Naissance et progrès du catholicisme social.**

Nous venons d'assister à la première prise de conscience chrétienne en face du monde moderne et de ses injustices collectives. Nous avons vu les catholiques avec les traditionalistes chercher des remèdes dans l'étude de la société d'Ancien Régime. Nous les avons admiré, avec les catholiques libéraux, cherchant à dégager l'Eglise de ses attaches temporelles pour lui rendre toute sa liberté d'allure, toute sa désinvolture, toute sa jeunesse, toute sa respiration spirituelle. tout son rayonnement temporel. Il restait à réaffirmer les grands principes de théologie morale dont la libre application permettrait de transformer la société.

A cette tâche s'est consacrée l'école, que l'historien des idées appelle l'école catholique sociale. Et il faut dire qu'elle ne fut pas, qu'elle n'est pas seulement une école française.

En effet, pendant les années 1848 à 1870, la France va, en quelque sorte, marquer le pas. Après les généreuses erreurs de la Seconde République et les essais d'application du socialisme, l'ombre de la dictature s'est étendue sur elle. La bourgeoisie effrayée s'est rejetée vers l'Eglise, dont Thiers disait qu'elle était alors « le dernier débris de l'ordre social ». Cette emprise de la classe possédante va peser lourdement sur le catholicisme. Le Second Empire est prospère. L'industrie, les chemins de fer et la grande banque se développent. Si le mouvement ouvrier progresse, il se prépare aux luttes futures. Le catholicisme français reste alors silencieux sur le plan social.

A relire l'œuvre de Frédéric Le Play, nous n'y trouvons qu'un amour raisonné, mais ardent, de la liberté à la mode anglo-saxonne, liberté tempérée par le paternalisme et la décentralisation. Frédéric Le Play, professeur des mines pendant l'hiver, prospecteur de gisements géologiques pendant les vacances, marcheur infatigable sur toutes les routes de l'Europe, observateur minutieux de la famille-souche, enquêteur de l'harmonie sociale, nous

laissera surtout une théorie sur la liberté de tester et une méthode d'observation sociologique. A l'époque à laquelle nous sommes arrivés, cela n'est pas suffisant pour assouvir notre faim.

### **Ketteler.**

Heureusement, la France n'est pas, toute la chrétienté. Elle peut se taire après avoir lancé l'appel. Au sein des autres communautés chrétiennes d'autres voix s'élèvent à leur tour et d'autres hommes poursuivent la tâche entreprise.

La Révolution de 1848 avait eu d'ailleurs des répercussions profondes. L'ébranlement donné par la fondation de la deuxième République, l'établissement du suffrage universel et certaines réalisations sociales avaient été ressenties avec force à l'étranger. Dans certaines villes d'Italie, à Berlin, à Vienne, le peuple s'était lui aussi soulevé. Karl Marx avait publié son fameux Manifeste. La question sociale était partout posée. Le seul remède était-il le remède socialiste qui s'offrait cette fois avec une rigueur scientifique ?

Certes, il ne faut diminuer ni le rôle des Congrès catholiques d'Allemagne, ni le rôle des Assemblées catholiques de Malines. C'est bien toutefois Mgr von Ketteler, évêque de Mayence, qui, avec sa nature passionnée de grand aristocrate attentif aux besoins populaires, domine cette époque. A étudier son œuvre, ses livres et ses sermons, on voit qu'il est le premier en date des catholiques sociaux.

Il salue avec allégresse l'avènement de la liberté, dont il définit exactement la vraie nature. Il ne s'attarde pas à regretter les temps anciens et il s'installe avec calme dans le monde nouveau, car il possède la vérité comme évêque et comme chrétien. Il reprend, après saint Thomas d'Aquin, l'analyse du droit de propriété pour en mieux régler l'exercice.

C'est la question ouvrière qui reste pourtant son souci constant. En prenant possession de son épiscopat, il avait solennellement renouvelé, devant ses diocésains, son vœu de pauvreté et cela marque déjà l'orientation de sa pensée. Il ne devait pas, entre 1850 et 1877, cesser de s'intéresser au prolétariat. On peut dire qu'il comprit la cause du mal et qu'il condamna tout ce qu'il devait condamner, IL accepta de reconnaître, avec Lassalle, la vérité de cette loi d'airain d'après laquelle, le salaire ne couvre que le strict nécessaire des besoins du travailleur. Il prit à son compte toutes les revendications ouvrières sur le salaire vital, la diminution des heures de travail, les jours de repos, l'interdiction du travail des jeunes filles, des femmes et des enfants. Il voulut même résoudre complètement la question sociale en organisant des sociétés ouvrières de production, acceptant de confier la direction de chaque entreprise aux ouvriers eux-mêmes. C'est ainsi qu'il concevait le rôle de l'association ouvrière. Il avait ainsi tracé toutes les avenues dans lesquelles allaient s'engager les catholiques français.

### **De Mun, La Tour du Pin, Harmel.**

Et lorsque la défaite de 1871, puis la captivité, mirent Albert de Mun et La Tour du Pin en contact avec le catholicisme allemand, ceux-ci allaient puiser, dans cette rencontre, de premiers et substantiels sujets de méditation. Il faut ajouter que La Tour du Pin, la paix une fois revenue, fut nommé attaché militaire à Vienne et que cela lui permit de prendre également contact avec l'école sociale autrichienne.

Ceux qui devaient être les fondateurs du catholicisme social en France, profitèrent donc de l'expérience faite par les chrétiens étrangers. Ces contacts, les méditations que font naître dans une âme noble les malheurs de la patrie, le spectacle de la guerre civile, sont à l'origine de leur vocation définitive. Nous ne rappellerons que brièvement les grandes images dont Albert de Mun, dans ses souvenirs, devait plus tard fixer l'histoire. C'est la phrase accusatrice du communard blessé, qu'il rencontra alors qu'il rentrait en triste vainqueur, avec

l'armée de Versailles, dans Paris incendié « Les insurgés, c'est vous ! ». C'est la conversation qu'il eut avec M. Maignen, dans les salons des Tuileries, au cours de laquelle il prit conscience à nouveau de sa responsabilité sociale. C'est la première conférence au Cercle du Montparnasse et la révélation de son talent oratoire. C'est la fondation des Cercles d'ouvriers. C'est sa démission de l'armée. C'est l'apostolat accepté. Le catholicisme social français était né.

Arrêtons-nous un instant à méditer sur ce que représentaient les trois hommes qui furent alors les animateurs du jeune mouvement, car Léon Harmel, industriel et bourgeois, était bientôt venu se joindre aux deux officiers royalistes. Ces trois hommes, Albert de Mun, La Tour du Pin et Léon Harmel, étaient très dissemblables. L'un était un orateur préoccupé surtout de l'action chrétienne et sociale. L'autre était un intellectuel, rigoureux dans sa pensée et rigide dans ses fidélités politiques. Le dernier était un homme appartenant aux nouvelles classes dirigeantes et que sa profession mettait quotidiennement en contact avec les réalités économiques comme avec les milieux populaires.

Ils avaient en commun leur christianisme et leur désir d'agir. Et si la vie devait bientôt les séparer, il faut dire que le catholicisme social a trouvé dans leur amitié sa force de synthèse et sa richesse de rayonnement.

Pour une fois, dans l'histoire du dix-neuvième siècle français, des hommes venus d'horizons différents, étaient d'accord pour étudier et agir en commun. Le fait eut d'heureuses conséquences. Il s'agissait, en effet, de tomber d'accord sur les grands principes doctrinaux, puis de chercher librement dans la vie, leur point d'application.

Ces trois hommes se partagèrent naturellement la tâche. A La Tour du Pin revint l'honneur d'animer de ses avis et de ses articles le « Conseil des Etudes », qui avait été créé à côté des Cercles d'ouvriers. Il fonda ainsi, aux côtés du Père de Pascal, de Duthoit, de Keller, de Milcent, de Roquefeuil un mouvement continu de recherches et d'adaptations doctrinales. Albert de Mun se fit le propagandiste de l'œuvre des Cercles, qui était une modeste, mais première prise de contact organique avec la classe ouvrière. Il alla ensuite à la Chambre des Députés, où il amorça avec éclat l'œuvre de législation sociale (statut des syndicats, accidents du travail, limitation du travail des femmes et des enfants, arbitrage dans les conflits du travail, législation sociale internationale). Léon Harmel, plus conscient que les deux autres des nécessités actuelles, plus jeune qu'eux malgré son âge, chercha à développer l'action populaire des masses, multiplia les Congrès même ecclésiastiques, mena les industriels et même les ouvriers en pèlerinage à Rome, fit confiance au prolétariat, même dans sa propre usine ; et suscita ainsi la démocratie chrétienne. La personnalité et l'action de chacun des fondateurs du catholicisme social expliquent les directions nombreuses dans lesquelles allaient s'engager avec entrain les militants de ce mouvement.

En même temps, des contacts étaient établis, cette fois volontairement et systématiquement, avec l'étranger. Incité sans doute par l'exemple de l'Internationale socialiste, La Tour du Pin eut l'idée de provoquer, en 1884, la création à Fribourg, sous la direction de Mgr Mermillod, d'une union catholique d'études sociales et économiques. Là se rencontraient annuellement des représentants de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Suisse, de l'Italie, de la France, de la Belgique.

### **Léon XIII et Rerum Novarum.**

Les conclusions de leurs travaux furent communiquées à Rome, où ils trouvèrent, dans la personne d'un très grand Pape, Léon XIII, un lecteur naturellement attentif, car Léon XIII s'était toujours préoccupé du problème ouvrier. Son attention était d'autant plus éveillée

que Léon Harmel et le cardinal Langénieux amenaient tous les deux ans à Rome, en pèlerinage, depuis 1885, les industriels et les ouvriers français.

Enfin, Léon XIII parla, et ce fut l'encyclique sur la condition des ouvriers, qui rappelait les grands principes de la doctrine sociale de l'Eglise. Texte excellent fortement charpenté, dont nous n'avons pas fini d'épuiser la richesse, notamment en ce qui concerne l'analyse du droit de propriété, considéré comme nécessaire au développement de la personnalité humaine, mais de ce fait même, sans doute, limité comme l'est toute personnalité. Que dit l'Encyclique ? Elle condamne le capitalisme en termes célèbres :

*Les travailleurs isolés et sans défense, dit Léon XIII, se sont vus avec le temps livrés à des maîtres inhumains et à la cupidité d'une concurrence effrénée. – Une usure dévorante est venue s'ajouter encore au mal. Condamnée à plusieurs reprises par le jugement de l'Eglise, elle n'a cessé d'être pratiquée sous une autre forme par des hommes avides de gain, et d'une insatiable cupidité. – A tout cela il faut ajouter la concentration, entre les mains de quelques uns, de l'industrie et du commerce, devenus le partage d'un petit nombre de riches et d'opulents, qui imposent ainsi un joug presque servile à l'infinie multitude des prolétaires.*

L'Encyclique condamne également le socialisme. Elle indique, enfin, les vrais remèdes qui sont, dans la perspective chrétienne de la fraternité et du sens de la souffrance, l'intervention de l'Etat, la législation protectrice du travail le juste salaire et l'association professionnelle.

Certains trouveront que c'était peu. Il ne s'agit d'ailleurs que de principes. Nous dirons, nous, que, compte tenu de l'état des esprits encore tout enivrés et embrumés par l'idéologie libérale, c'était révolutionnaire. C'était, en même temps, hautement raisonnable. Il suffit d'ailleurs de relire le discours programme prononcé à Saint-Etienne, en 1892, par Albert de Mun, avec l'approbation expresse de Léon XIII, pour apercevoir que nous n'avons pas encore, en 1947, après trois ans de gouvernement socialiste, réalisé tout le plan de réformes qu'il contenait.

Léon XIII devait, d'ailleurs, compléter Son Encyclique sociale par son Message aux Français de 1892 sur le ralliement, qui contient la célèbre distinction entre le pouvoir et la législation. Les catholiques avaient la voie libre devant eux pour agir.

Malgré le tumulte qui caractérise toujours notre vie publique, ils n'hésitèrent pas à le faire. Le catholicisme social s'épanouit. Il va couvrir de ses réalisations les différents secteurs de la vie publique.

### **L'A.C.J.F.**

Dans la ligne de l'action menée par Albert de Mun, s'inscrivent la fondation de l'A.C.J.F. (Association Catholique de la Jeunesse Française) et celle des syndicats chrétiens. Albert de Mun participa personnellement à celle de l'A.C.J.F. A vrai dire, c'est de Suisse que vint la lumière. C'est après avoir assisté à une manifestation suisse au cours de laquelle la jeunesse chrétienne de ce pays défilait en groupes derrière ses étendards, que le fondateur de l'œuvre des Cercles voulut organiser la jeunesse française.

Ils furent sept jeunes gens à répondre à son appel un matin du printemps de 1885 et à se partager la France. Leur association avait pour but officiel et juridique : « de coopérer au rétablissement de l'ordre social chrétien ». Ce but, avoué ou non, sera celui de toutes les fondations faites depuis soixante ans par les catholiques sociaux. L'A.C.J.F. devait ensuite chercher lentement sa voie, adopter la forme fédérative, accepter de travailler avec la jeunesse ouvrière, pour trouver enfin son épanouissement et sa méthode actuelle dans la fondation des mouvements spécialisés qui groupent plusieurs centaines de milliers de jeunes gens. Que l'on ne s'y trompe pas, l'A.C.J.F. est une école de formation sociale parce que chrétienne. Par ses

Congrès, par ses enquêtes, par ses campagnes, elle prépare un jeune homme à ses responsabilités d'homme. Elle lui fait vivre intensément son christianisme, mais elle le lui fait vivre intelligemment, et le forme à comprendre les conséquences temporelles de sa foi. Elle est une pépinière féconde, de chefs. Ceux qui sortent des mouvements spécialisés, qu'ils soient étudiants, ouvriers ou paysans, deviennent, une fois sur deux, là où la vie les place, en province ou à Paris, au bas de l'échelle sociale ou à la tête du gouvernement, des témoins d'un ordre social nouveau. L'A.C.J.F. a, en outre, rendu au catholicisme social l'immense service, à notre sens, de lui faire prendre conscience de l'importance du phénomène des classes. C'est grâce à elle, grâce au chanoine Cardijn (la lumière, cette fois, venait de Belgique), que les catholiques ont compris que, dans la société nouvelle, l'action sociale devait s'adapter à chaque milieu et que la communauté nationale ne pouvait être reconstituée que par les élites de chaque classe.

### **Le syndicalisme chrétien.**

Si l'A.C.J.F. a mis du temps à ajuster ses méthodes au réel, il en fut de même pour les syndicats. C'est l'honneur du catholicisme social que cette libre recherche faite, de bonne foi, dans chaque domaine de l'action temporelle, pour mettre au point la meilleure méthode d'action ... Les catholiques sociaux sont pour l'association et l'organisation professionnelles. Il y a bien des façons de réaliser concrètement ces idées. Au début, les premiers catholiques sociaux avaient une préférence marquée, sinon pour la corporation, du moins pour le syndicat mixte, qui permettait la collaboration entre classes rivales. Il fallut bien comprendre toutefois que le syndicalisme ouvrier voulait être autonome. Les chrétiens fondèrent donc des syndicats, presque spontanément, si j'ose dire, et pour faire face aux nécessités sociales. En 1885, 1886, 1887, dans le Nord, à Lyon, et à Paris, des tentatives furent faites. Le syndicat des employés du commerce et de l'industrie de Paris, dont le siège était rue des Petits-Carreaux, devait devenir la cellule mère, dont allait sortir, après la guerre de 1914, la C.F.T.C. et l'internationale syndicale chrétienne.

Les employés, les cheminots, les ouvriers du textile, les mineurs fournirent les plus gros contingents au syndicalisme chrétien, dont nous avons fêté il y a quelques mois, le succès aux élections pour la désignation des administrateurs des caisses de Sécurité sociale et qui groupe maintenant 900.000 adhérents.

Ce n'est pas parce qu'au même moment, ces syndicats ont rayé de leurs statuts la référence aux encycliques et l'ont remplacée par une simple référence à l'esprit chrétien, pour que nous puissions penser qu'ils aient modifié leur objectif : refaire une société nouvelle. Nous ajouterons qu'il a fallu un héroïsme certain pour créer le syndicalisme chrétien. Ceux qui ont vécu sa naissance et son développement dans les bassins miniers du Pas-de-Calais, au milieu d'une population ouvrière en majorité haineuse ou hostile, le savent bien. Et pourtant, maintenant, la C.F.T.C. rend de grands services, non seulement par son rôle d'organisation vraiment représentative, qui lui est d'ailleurs si durement contesté, mais encore par toutes les œuvres : coopératives, mutualités, instituts de culture populaire, qu'elle a instituées. A ceux qui penseraient que le syndicalisme ouvrier chrétien reste pâle en face du syndicalisme communiste, nous conseillons de lire, dans le numéro de juin de la Revue socialiste, l'étude traduite d'une revue américaine sur le syndicalisme en Russie, où l'on voit les organisations ouvrières soviétiques cesser d'être, entre 1925 et 1930, des organisations représentatives du prolétariat, pour devenir des organisations d'encadrement. en vue d'une production toujours accrue.

### **Le syndicalisme paysan.**

Autour de ces mêmes œuvres d'entraide professionnelle, le syndicalisme paysan s'est constitué un peu plus tard, entre 1890 et 1900. Les caisses de crédit rural jouèrent notamment un grand rôle dans sa naissance. Ce syndicalisme était mixte et l'est resté dans beaucoup d'endroits, car, pour le monde rural, la grande réalité de la terre auprès de laquelle et par laquelle on vit, domine en un sens toutes les réalités de classe ou de milieu. On peut dire que les catholiques sociaux ont joué un rôle éminent dans l'animation de toute l'organisation professionnelle agricole en France. Les noms de Isidore Pasquier, de Gaillard-Bancel, de l'abbé Trochu, et de tant d'autres, restent présents à tous les esprits.

### **Le syndicalisme patronal.**

Cependant, le syndicalisme patronal, malgré les efforts de Léon Harmel, se développa relativement tard. Les patrons étaient peu nombreux à croire au catholicisme social. Ils n'éprouvèrent pas le besoin de se grouper autrement que dans des organismes de pure défense économique. Il a fallu l'action personnelle de M. Zamanski pour que naisse enfin, en 1928, de la fusion des Unions fédérales et de l'Union fraternelle, la Confédération générale des professions françaises. Le centre des jeunes patrons est venu, depuis quelques années, renforcer son action.

### **L'action familiale.**

Les catholiques sociaux ne pouvaient se contenter de créer des syndicats et des groupes professionnels. Ils voulaient aussi rendre vie au groupe familial. Pour cela, il leur fallait, en attendant la mise en place d'une société plus humaine, aider matériellement les pères de famille, les associer entre eux et leur donner un statut dans l'Etat. Là encore, les catholiques sociaux prirent l'initiative. A partir de 1919, ils vont animer des Associations de familles nombreuses et, sous l'impulsion d'Emile Romanet, imaginer tout le jeu des prestations familiales dont nous n'avons pas encore épuisé la bienfaisance, puisque l'allocation-logement et l'allocation-études n'ont pas encore été établies. Avec *l'Union féminine civique et sociale*, dont l'action intelligente prépare aussi les femmes à leur rôle de citoyennes, ils ont propagé dans l'opinion l'idée de « la mère au foyer. Après la deuxième guerre mondiale, et grâce à l'ordonnance du 3 mars 1945, ils donneront au corps familial un statut semi-public. Disons, sans crainte d'être démentis, que les catholiques sociaux ont porté la législation et, l'organisation familiale française à l'avant-garde du progrès. C'est grâce à eux que, depuis 1942, malgré la guerre, la pauvreté et la révolution, la natalité française remonte.

### **L'action civique.**

Organisation professionnelle, restauration familiale, voilà les bases essentielles et techniquement réalisables d'un ordre social chrétien. Il était utile aussi, puisque nous étions en démocratie, et somme toute pas trop mécontents d'y être, de prolonger l'action sociale sur le plan politique. C'était au Parlement, c'est maintenant à l'Assemblée nationale que se fixent les cadres de la vie économique et sociale. Les encycliques ne faisaient-elles pas d'ailleurs un devoir à l'Etat d'intervenir ? Et comment mettre en marche la législation si l'on n'est pas député ? Ici, les catholiques sociaux rencontrèrent le problème du parti catholique. Heureusement, ils furent unanimes à reconnaître qu'il n'était pas opportun de fonder un parti confessionnel. Ils adoptèrent, suivant leurs goûts, des attitudes diverses. Les uns fondèrent des partis d'inspiration chrétienne, mais ouverts, comme le P. D. P. ou le M. R. P., à tous les Français. D'autres préférèrent insérer leur action civique ou parlementaire dans des formations déjà existantes. Il n'importe, puisqu'ils furent en général tous d'accord pour susciter les

grandes réformes sociales ou, tout au moins, y participer. Là encore, ils prenaient la succession d'Albert de Mun.

Rappelons seulement, que l'action de Jean Lerolle et de Duval-Arnould rendit les allocations familiales obligatoires et permit l'institution l'allocation de salaire unique ; que Jean Lerolle (encore lui) prit une part importante dans la discussion de la loi sur les assurances sociales et que, plus près de nous, l'action raisonnée et convaincue d'un Charles Viatte permettra sans doute à la loi sur la sécurité sociale d'être applicable et acceptée par tous.

Il convient de remarquer que cette action civique n'aurait sans doute pas été possible pour un grand nombre de ceux qui s'y livrèrent si, au début du XX. siècle, Marc Sangnier, prenant la suite des abbés démocrates, n'avait fait, avec le Sillon, l'éducation sociale de toute une génération, éveillant les vocations, entraînant les cœurs, semant à tous vents la récolte qui devait lever plus tard, et si les Groupes d'Etudes du Sud-Est, avec Marius Gonin, n'avaient poursuivi, sur leur plan et avec leur méthode propre, une action analogue.

En 1910, l'opportunité du Sillon fut contestée, et les errements auxquels il avait pu se laisser entraîner dans la chaleur de l'action signalée par Pie X. Il reste que la position de Marc Sangnier apparaît, à l'égard du fait démocratique, bien différente de celle qu'avait adoptée Lamennais. Alors que celui-ci poussant à l'extrême sa doctrine du sens commun finit par faire une confiance, sans réserve à la démocratie et par lui confier le sort même de la religion, Marc Sangnier ne cessa de dire « La démocratie existe ; elle est un fait. Elle suppose, pour être féconde, que chaque citoyen développe au maximum, en lui, le sens de sa responsabilité. Ce développement n'est pas possible sans l'appel aux forces spirituelles ». Il ajoutait : « Le catholicisme n'a pas besoin de la démocratie. La démocratie, elle, ne peut pas se passer du catholicisme ».

On voit aujourd'hui combien, sur ce point essentiel de sa propagande, il avait raison.

Les catholiques sociaux ont donc ouvert, peu à peu, entre les années 1891 et 1939, tous les domaines de l'action temporelle. Ils ont ouvert alors, avec courage, tous les chantiers de reconstruction. Ils risquaient d'être dévorés par l'action et de ne plus être efficaces s'ils ne créaient pas des centres permanents, de recherches doctrinales ou de documentation. Certains d'entre eux le comprirent. Ainsi naquirent plusieurs institutions, dont la plus célèbre est certainement les Semaines Sociales de France.

### **Les Semaines Sociales.**

C'est en 1904 que Marius Gonin et Adéodat Boissard en eurent à peu près simultanément l'idée. Il s'agissait de réunir, chaque été, pendant une semaine, dans une ville de France, les militants du catholicisme social pour leur soumettre les résultats des études ou des expériences faites pendant l'année par un certain nombre d'entre eux sur certains sujets d'actualité. Ainsi, la doctrine continuait-elle à orienter l'action tout en tenant compte de l'expérience. Ainsi, sous la présidence de Lorin, puis de Duthoit, l'institution ne cessa de se développer, de rendre les services qu'on attendait d'elle et de devenir ce que nous voyons qu'elle est. La recherche doctrinale des Semaines Sociales devait d'ailleurs se trouver confirmée, comme l'avait été celle de l'Union de Fribourg, par l'encyclique « Quadragesimo Anno » sur la restauration de l'ordre social chrétien qu'un autre grand Pape, Pie XI, allait promulguer en 1931.

### **Quadragesimo Anno.**

Cette nouvelle encyclique rappelle la première et en précise les termes discutés, notamment sur le syndicalisme et la propriété. Elle étudie le développement de la situation économique depuis 1891, condamne, en termes durs, la dictature économique de quelques-uns, montre les heureux effets de l'action des catholiques sociaux, exige des chrétiens qu'ils obtiennent une juste répartition des richesses du monde. L'encyclique, tenant compte de l'expérience faite par les mouvements spécialisés, indique les conditions nécessaires à la christianisation de la classe ouvrière. Elle montre aussi, et ceci nous réjouit, qu'il n'y a pas d'ordre social valable sans cette résurrection des groupes intermédiaires à laquelle le catholicisme s'est attaché depuis cinquante-cinq ans.

A côté des Semaines Sociales étaient aussi fondés les Secrétariats sociaux, avec Marius Gonin, Maurice Eblé et Victor Bétremont, et l'Action Populaire, en 1903, dont le rôle permanent permettait de fournir aux militants la documentation dont ils avaient besoin, d'établir entre eux les contacts nécessaires et de diffuser la doctrine.

### **La presse.**

La presse, enfin, une presse de bonne qualité et de grand sérieux, une presse indépendante et, par suite, sans cesse menacée, ne cessait, par ses débats, et par ses informations, d'atteindre une vaste zone de l'opinion publique : *L'Association catholique*, *La Chronique Sociale*, *La Justice Sociale*, *La Démocratie*, *le Sillon*, le premier *Monde*, les deux premières *Vie catholique*, les *Dossiers de l'Action populaire*, *Sept Temps présent*, *Témoignage chrétien*, *Politique*, les *Etudes*, *la Vie intellectuelle*, *l'Aube*, l'admirable *Croix*, *Syndicalisme*, et tous les journaux des mouvements spécialisés n'ont cessé de donner aux idées du catholicisme social une audience qui dépassait le cercle du catholicisme, une vitalité que, seule, la confrontation avec l'actualité permet, et d'imposer le respect cde nos idées à nos adversaires incroyants.

### **Les militants.**

Nous ne voudrions pas terminer le recensement, hélas trop incomplet, des activités catholiques sociales, entre 1871 et 1939, sans faire l'éloge des militants. Une revue de jeunes : *Les Cahiers, de notre Jeunesse*, vient d'établir avec sympathie, intelligence et mordant, comme il convient à des jeunes, le bilan du catholicisme social. Elle nous, reproche gentiment de trop nous extasier sur nous-mêmes. Il n'est, certes, pas bon de se trop congratuler. Il ne faut pas non plus avoir un complexe d'infériorité. Nous avons le droit de dire, parce que c'est vrai, qu'une des valeurs à verser à l'actif du catholicisme social est la valeur de ses militants. Voilà bien longtemps que, pour notre part, nous fréquentons les jeunes, les syndicalistes, les familiaux, les journalistes, les démocrates chrétiens. Nous parlons de ceux qui travaillent à la base avec un complet désintéressement. Nous avons toujours été réconfortés par leur contact et leur exemple. Ils accumulent les tâches comme à plaisir. Ils mènent de front une vie militante bien remplie et honnête, en même temps qu'une vie familiale en générale très lourde. Ils ont accompli toute l'œuvre qu'ils ont faite, et qui n'est pas négligeable, nous vous l'affirmons, sans moyens financiers, sans désir de réussite personnelle et par pur dévouement à une cause qu'ils savaient juste, parce qu'elle était d'inspiration chrétienne. Ils ont été en butte aux suspicions de leurs camarades ou de leurs chefs à cause de leur réalisme. Ils ont été considérés comme des niais par les uns et comme de dangereux excités par les autres. Ils se sont heurtés, parfois, à l'incompréhension de leurs frères ! Mais cela ne les a pas rebutés. Ils ont été des hommes d'extrême milieu. Ils ont peu à peu constitué une force autour de laquelle la vie civique et sociale de ce pays s'est équilibrée. Ils ont été, et ils sont encore, l'axe de la France. Et cet axe était solide.

On s'en est bien rendu compte lorsque les jours de la grande épreuve sont venus. Nous sommes convaincus qu'ils constituent aujourd'hui un élément essentiel de la renaissance sociale française et que l'on n'a pas fini de pouvoir faire appel à eux, obscurément, absolument.

### **III. - Etat actuel du catholicisme social.**

Nous voici arrivés au terme de cet exposé.

Il nous faut maintenant examiner brièvement, pour finir, l'état actuel du catholicisme social. Tout ce que nous venons de dire sur le développement de son action en France est valable pour l'étranger. Le catholicisme est, par sa nature même, international. Nous vivons, en outre, une époque où les phénomènes sociaux se répandent à travers les nations avec une grande rapidité. Les mouvements spécialisés de jeunesse, le syndicalisme chrétien, l'organisation en faveur de la famille, les Semaines Sociales, la presse chrétienne se présentent, dans beaucoup de pays étrangers, avec des caractéristiques analogues à celles que nous avons relevées en France. Hélas ! pas dans tous les pays étrangers. Il faut à l'épanouissement du catholicisme social, un certain climat de liberté. Nous ne lions, certes, pas catholicisme social et parlementarisme. Nous sommes pourtant convaincus qu'il y a opposition entre le totalitarisme et notre travail de libre recherche en faveur d'une vie plus humaine du travailleur moderne. C'est dire qu'actuellement les mouvements et les institutions nés de l'action catholique sociale sont surtout prospères, en Amérique et en Europe occidentale.

En Europe centrale, au-delà du rideau de fer, leur sort, s'il n'est pas déjà réglé, est beaucoup plus précaire. Il faut, en outre, marquer une différence entre les pays anglo-saxons où la religion reste davantage affaire privée et les autres pays. Ce sont donc les pays de l'Europe occidentale qui restent les vrais laboratoires de l'ordre social chrétien. En France, en Italie, en Belgique, en Hollande, en Suisse, en Allemagne, on peut dire que le catholicisme social a réussi et que, compte tenu du tempérament de chaque nation et des conditions historiques où elles se trouvent, les idées qu'il propose sont acceptées par l'ensemble de l'opinion.

#### **Structures actuelles et problèmes ouvriers.**

Le catholicisme social a réussi : les principes qui semblaient étonnants lorsqu'ils ont été affirmés pour la première fois, les institutions dans lesquelles ils ont été incarnés, paraissent maintenant raisonnables à la majorité. C'est un grand succès ! mais c'est aussi un danger, car si les principes affirmés sont restés valables et n'ont point épuisé leurs vertus réformatrices, le monde dans lequel nous vivons change chaque jour. Les structures de l'ancienne société européenne se désagrègent quand elles ne s'effondrent pas. Le libéralisme américain et le communisme russe se durcissent par contre et commencent à s'affronter en vue du gouvernement mondial. Le problème qui se pose à nous dans la zone de la planète où notre action a chance de s'exercer avec fruit n'est pas seulement de proposer un certain nombre de remèdes et de poser les jalons de la société nouvelle, mais bien d'inventer et d'animer des structures sociales stables et nouvelles. Cela amènera les catholiques sociaux à étudier, plus profondément qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici, un certain nombre de points cruciaux ut il. poursuivre ce travail permanent, d'adaptation qui caractérise leur action. Ces points cruciaux, nous semble-t-il, les voici : La révolution technique a amené la classe ouvrière à désirer participer largement aux bénéfices de l'enrichissement que ce travail collectif produit. Les partisans du capitalisme s'y opposent. Les communistes tranchent la question en confiant

tout à l'Etat, et, de ce fait, nous refusons aux réalisations soviétiques le titre de réalisations pleinement progressistes. Sans doute, y a-t-il une autre solution ? La nôtre. Encore faut-il que nous répondions à ces questions : Un citoyen peut-il posséder exclusivement et individuellement, indépendamment de son travail personnel, d'importants moyens de production ? En corrélation avec l'étude de ce problème, n'y a-t-il pas à prévoir les techniques juridiques et économiques qui permettront de généraliser l'association du travail et du capital au sein de chaque entreprise ? Ceci est un premier point. En voici un second.

### **La révolution psycho-biologique.**

A côté de la révolution technique, une autre plus silencieuse menace de bouleverser davantage encore nos conceptions sociales, C'est la révolution psycho-biologique. Les découvertes de la génétique, les progrès de la médecine et de la psychologie, le développement des études démographiques, les déplacements massifs de population, risquent de bouleverser les conditions les plus intimes de vie du groupe familial, et les méthodes d'éducation individuelles ou collectives. Nous savons, nous, que, pour l'essentiel, l'homme ne bouge pas. Mais il existe, au cours des siècles, des visages différents de l'homme éternel, et nous sommes à une heure où se dégage, des découvertes que nous venons de rappeler, un visage nouveau de l'homme. Au XVI. siècle, en découvrant la terre, l'homme avait découvert l'espace. Au XIX., en découvrant les sciences historiques, l'homme avait découvert le temps. Au XX. siècle, en découvrant la structure de l'atome et de la cellule, l'homme croit découvrir les conditions de sa libération temporelle. Et il s'enivre de cette découverte. Nous pensons que cela pose à la conscience chrétienne et à l'organisation de la société, qui repose davantage encore sur l'intégrité de la communauté familiale que sur le bon équilibre des structures professionnelles, quelques problèmes qu'il faut tenter de résoudre.

### **La conception de l'Etat.**

Et voici, enfin, une dernière série de problèmes : La société organique que nous voulons bâtir demande, enfin, que soit étudiée à nouveau la conception de l'Etat, non seulement en ce qui concerne son autorité et son efficacité intérieure, mais aussi en ce qui concerne sa souveraineté internationale. Ici encore, il faut préciser le rôle actuel de l'Etat. Mais, dans cet Etat moderne plus faible à l'extérieur, mais sans doute plus redoutable au dedans, le problème de la liberté se posera en termes nouveaux et les techniques du pluralisme ne suffiront pas dans tous les cas à garantir l'homme contre l'oppression.

\* \* \*

Voici donc, pour nous, quelques graves sujets de méditation. Mais nous aurions tort de penser que la réussite actuelle du catholicisme social l'empêche de les aborder avec fruit. Déjà, partout, des équipes nouvelles sont au travail. Pour n'en citer qu'une, nous signalerons les travaux, les enquêtes, les méthodes et les réalisations d'une institution que beaucoup d'entre vous connaissent bien, Economie et Humanisme. Les questions que nous nous sommes permis de poser tout à l'heure ne resteront donc pas sans réponse. La dernière partie de cette Semaine sociale est destinée à aborder les problèmes qui se posent à la pensée contemporaine sous des formes vraiment neuves. Nous sommes assurés qu'aux interrogations angoissées que la naissance du monde moderne soulève dans tant d'esprits, une réponse valable viendra sous le pontificat éclairé de Pie XII. Elle sera grande, bonne et humaine, puisqu'elle sera chrétienne.